



12ème Congrès AFSP Paris / 9-11 juillet 2013

Liste complète des panels: <http://www.congres-afsp.fr/appelst2013def.pdf>

Call for papers/Appel à communications

ST 9 / L'économie sociale et solidaire et les territoires du politique : vers un dialogue interdisciplinaire

Responsables de la Séance thématique:

Xabier Itçaina

(CNRS-Centre E. Durkheim Sciences po Bordeaux – Marie Curie Fellow, European University Institute Florence)

x.itcaina@sciencespobordeaux.fr

Nadine Richez-Battesti

(Aix-Marseille Université-LEST CNRS)

nadine.richez-battesti@univ-amu.fr

Date-limite pour la réception des propositions (titre et résumé) : 15 octobre 2012

La crise économique globale a soulevé des interrogations sur les modèles de développement économiques dominants et donné une visibilité nouvelle à des expériences souvent perçues comme alternatives ou marginales. Regroupées sous les vocables parfois concurrents d'« économie sociale », « économie sociale et solidaire » (ici ESS), « tiers secteur », « entreprises sociales », ces expériences partagent *a minima* une identité en tant qu'« organisations productrices de biens et services qui ne sont pas constituées sur le principe de la maximisation du profit » (Laville, 2000). Qu'on les définisse par leurs statuts (coopératives, associations, mutuelles, fondations), par leurs pratiques ou par leurs secteurs (commerce équitable, microfinance, insertion, services à la personne mais également agriculture, artisanat, logement, crédit, etc.), les « entreprises associatives » (Demoustier, 2001) constituent des exemples de compromis institutionnels participatifs marqués en valeurs. Pourtant, leur dimension politique n'a été abordée jusqu'ici que de façon marginale.

La ST entend approfondir le dialogue interdisciplinaire en la matière, en particulier entre sociologie économique et sociologie politique. Celui-ci a été amorcé dans quatre domaines. Le premier concerne la dimension idéologique de l'ESS. Les entreprises associatives entendent articuler valeurs sociales et efficience économique. Ces valeurs reposent historiquement sur des

matrices idéologiques plurielles : marxisme, anarchisme, démocratie participative, christianisme social, régionalismes, etc. Les coopératives ont pu ainsi constituer l'expression institutionnalisée de cultures politiques territoriales, comme dans la Troisième Italie. Du fait de ces matrices territoriales, l'ESS a pu se greffer à des mouvements sociaux, voire contribuer à générer des espaces sociaux à vocation contestataire (Arthur et al., 2004). Dans le même temps, la réticence d'un secteur du mouvement ouvrier à l'égard de formules entrepreneuriales jugées réformistes voire dépolitisées est toute aussi attestée. La deuxième direction de recherche concerne la mise en oeuvre des dispositifs de participation. Moins outillés sur ce plan que les économistes, les politistes peuvent cependant repérer la mise en pratique des principes d'ESS : démocratie interne, échelle limitée des salaires, redistribution limitée des excédents, réserves impartageables, liberté d'adhésion, hybridation des ressources. Cette interrogation doit être croisée avec les controverses sur l'efficacité socio-économique de l'ESS (gouvernance partenariale vs. actionnariale, problèmes d'incitation et de coordination, innovations organisationnelle et territoriale). Troisièmement, plusieurs recherches se sont penchées sur l'articulation de l'ESS et des politiques territoriales. L'impératif participatif a pu associer acteurs publics, privés et « privés sociaux » dans une approche partagée de la gouvernance territoriale et de l'ESS. Cette congruence doit cependant être interrogée. Enfin, l'un des antidotes contre toute vision idéalisée du champ consiste à croiser les approches territoriales de l'ESS avec des analyses sectorielles en termes de jeux d'échelles des politiques publiques et de l'action collective. Quel est, par exemple, le travail politique effectué par la coopération agricole pour s'adapter à l'eupéanisation de son cadre d'action publique ? L'ESS viendrait ainsi illustrer la proposition de Jullien et Smith (2008) en faveur d'une analyse d'économie politique des firmes à partir des ordres institutionnels sectoriels.

Le repérage du politique dans l'ESS ouvre ainsi un champ de contributions potentielles autour de quatre questions :

Quel enrôlement politique de l'ESS ? Comment le pluralisme des sources idéologiques de l'ESS se traduit-il en termes d'enrôlement politique de l'ESS, à l'échelle des mouvements sociaux, des partis, des élites politiques, des syndicats ou des groupes d'intérêts ?

Quelle mise en oeuvre des principes dans la gouvernance interne de l'ESS ? Comment articuler un questionnement sur les dispositifs participatifs dans le travail et la controverse sur l'efficacité économique de la firme d'ESS ? La distinction entre secteurs marchand et non marchand de l'ESS est-elle toujours pertinente ici ?

Quelles territorialités de l'ESS ? Loin de postuler une territorialité spontanée de l'ESS, l'observation des dynamiques d'ESS doit être réintégrée dans les jeux de complémentarité, coopération ou concurrence propres aux constructions territoriales. Quels sont les formes que prend l'institutionnalisation de l'ESS en tant que secteur d'action publique territoriale ?

Quel est l'impact des politiques publiques sectorielles sur les dynamiques d'ESS ? Comment considérer les jeux d'échelles en matière de régulation des secteurs, du local à l'Europe, afin de saisir ce que le politique fait à l'ESS et réciproquement ?

Les contributions internationales et comparatistes seront particulièrement bienvenues, tout comme les études de cas consacrées à la France.

Date limite d'envoi des propositions : 15 octobre 2012

Envoi des propositions par mail aux responsables de la ST.

12^e congrès AFSP-Paris / 9-11 july 2013 Call for papers

ST 9 / Social economy, territories and politics: towards an interdisciplinary dialogue

The global economic crisis has raised a number of questions about the dominating patterns of economic development and has given an unexpected visibility to a set of socio-economic experiences which, until then, had been frequently depicted as alternative or marginal ones. Whether they are labelled as “social economy”, “social and solidarity-based economy”, “third sector” or “social enterprises”, these experiences do share *a minima* a common identity as “organizations producing goods and services that are not constituted under the principle of profit maximization”(Laville, 2000, our translation). Whether they are defined by their organizational status (cooperatives, associations, mutuels, foundations), by their current practices or *via* their sector of activity (e.g. fair trade, microfinance, work integration social enterprises, personal services, but also agriculture, small business and crafts, housing, credit, etc.), the “associative enterprises” (Demoustier, 2001) can be considered as institutional, participative and highly value-based compromises.

However, their political dimension has not been addressed so far by consequent research. This panel aims at furthering the ongoing interdisciplinary dialogue on social economy, especially between economic sociology and political sociology. This dialogue might follow four directions:

The first one addresses the ideological dimension of social economy. Social enterprises aim at conciliating both economic efficiency and social values. The latter relies on plural ideological matrixes: Marxism, anarchism, participative democracy, social Christianity, regionalisms, etc. In certain cases, cooperatives have been the socioeconomic emanations of territorialized political cultures, such as in the Third Italy. Given this territorial and political background, the social economy experiences have been frequently associated to social movements and have contributed to generate contentious social spaces (Arthur et al., 2004). At the same time however, relevant voices within the workers’ movement have also been reluctant towards entrepreneurial formulas perceived as reformist or depoliticized ones.

The second research direction concerns the implementation of the participative mechanisms. Although lacking the theoretical background held by the economists, political sociologists might have things to say about the implementation of the basic principles of social economy: internal democracy, limited scale of salaries, limited redistribution of benefits, undivided reserves, freedom of adhesion, hybridisation of resources. Such a questioning needs to be balanced with the theoretical controversy in economy concerning the socioeconomic efficiency of the social enterprises (stakeholder- vs. shareholder-oriented governance, problems of incentives and coordination, organisational and territorial innovations).

Third, a recent set of research has addressed the articulation between social economy, territorial cohesion and development policies. Public-private and “social private” participative partnerships have been increasing over the last years and this phenomenon has contributed to reinforce and to institutionalise territorial governance. This alleged congruence needs, however, to be tested and qualified by empirical research.

Finally, in order to avoid any idealistic perception, it is more than necessary to intersect the territorial approaches of social economy with sectorial approaches in terms of multi-scalar policy analysis and collective action. What kind of “political work” has been, for instance, undertaken by farmers’ cooperatives in order to adapt themselves to the growing europeanisation of their sector? By doing so, research on social economy would illustrate Jullien and Smith’s (2008) theoretical proposal in favour of a political economy analysis of the firms taking into account their respective sectorial institutional orders.

“Finding politics” in social economy opens a potential field for research at least around four major questions:

- *Which political endorsement of social economy?* How can the plurality of the ideological sources of the social economy be found in its political endorsement by social movements, political parties and elites, trade unions or interest groups?
- *Which implementation of principles and values in the internal governance of the social economy organisations?* How should we articulate a questioning on the participative experiences on the job market and the controversy over the socioeconomic efficiency of social economy? Is the distinction between market- and non market-oriented social economy organisations still a relevant one?
- *Which interactions between territories and social economy?* Far from assuming a spontaneous territoriality of social economy, all experiences need to be related with the dynamics of complementarity, cooperation and competition that characterise the social construction of territories. How, for instance, is the social economy being institutionalised as a territorial policy sector?
- *Which impact of the sectorial policies?* How does the change in multi-scalar political regulation of the economic sectors, from the local to the EU, affect the becoming of territorial experiences in social economy?

International and comparative approaches will be particularly welcome, as well as case-studies focused on France.

Working languages: French, English

Deadline for paper proposals (title + abstract) to be sent to the organizers): 15 october 2012

References:

- Arthur L. et al. (2004), “Cooperative production, a contentious social space?”, *Paper presented at the 22nd Annual International Labour Process Conference*.
- Demoustier D. (2001), *L’économie sociale et solidaire. S’associer pour entreprendre autrement*, Paris: Syros.
- Jullien B., Smith A. (2008), *Industries and globalization. The political causality of difference*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Laville, J.-L. (2000), “L’économie sociale et solidaire en Europe », *Les Notes de l’Institut Karl Polanyi*, Paris: CRIDA.